



HAL
open science

L'effondrement de la Yougoslavie : quatre guerres à l'assaut d'une unité factice

Jacques Aben

► To cite this version:

Jacques Aben. L'effondrement de la Yougoslavie : quatre guerres à l'assaut d'une unité factice. Effondrements et ruptures, Comité des travaux historiques et scientifiques, May 1923, Toulouse, France. ⟨hal-04290604⟩

HAL Id: hal-04290604

<https://hal.science/hal-04290604v1>

Submitted on 16 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

L'effondrement de la Yougoslavie : quatre guerres à l'assaut d'une unité factice

Jacques Aben
Professeur émérite à l'université de Montpellier
Membre de CRISES, université Paul-Valéry



Résumé : La Yougoslavie, fille du vieux royaume de Serbie, fait remonter ses racines jusqu'au 13ème siècle. Mais elle n'a été créée sous ce nom qu'en 1929, par transformation du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, lui-même pur produit du traité de Versailles. Tout au long de sa courte vie, elle a dû lutter contre les forces centrifuges de nature ethnique. Elle s'est disloquée une première fois à la suite de l'invasion germano-italienne en 1941, avant de s'effondrer par pans successifs à partir de 1991, prise entre le panserbisme et les nationalismes locaux.

A l'origine de la Yougoslavie se trouve la principauté de Rascie telle que le premier roi élu, Etienne Némanyitch¹, l'a héritée en 1196 de son père, le prince Etienne Némania, qui l'avait rendue indépendante de l'Empire romain d'Orient en 1185. La légitimité du roi s'est trouvée renforcée par le fait que son frère, Rastko, plus connu comme Saint Sava, est parvenu à constituer une église orthodoxe serbe autocéphale en 1219, mettant le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel quasi dans la même main. La principauté ainsi devenue royaume, s'agrandira jusqu'en 1355, sous le règne d'Etienne Uros IV Nemanjitch, au point de mériter le titre d'Empire serbe.

Il faudra attendre les traités de San Stefano en 1876 et surtout de Berlin² en 1878, pour que renaisse une principauté de Serbie, après l'occupation ottomane scellée par la victoire de Kosovo Polié le 27 juin 1389.

Mais c'est bien plus tard que naîtra l'État dont il est question d'étudier l'effondrement. Les États, devrait-on écrire, puisque la Yougoslavie connaîtra trois avatars, en 1919, 1945 et 2003. En poussant la métaphore, on pourrait écrire qu'elle s'est effondrée trois fois, mais ne s'est relevée qu'une fois.

1 - Naissance et mort de la première Yougoslavie

Menacée de disparition par la Première Guerre mondiale, la Serbie a non seulement survécu au conflit, notamment grâce à l'appui de l'armée française d'Orient, mais aussi réussi à agréger à elle plusieurs territoires contigus, au Monténégro et en Macédoine.



Carte 1 – La Serbie telle qu'elle a survécu à la Grande Guerre³

Pour autant cette victoire serbe n'a pas conduit Pierre 1^{er}, grand admirateur de Stuart Mill, à constituer un royaume ethniquement pur. Porté par le mouvement des Slaves du Sud⁴, il a contribué à créer, le 1^{er} décembre 1918, un royaume des Serbes, Croates et Slovènes, dont les frontières seront fixées par le traité de Saint-Germain-en-Laye, du 10 septembre 1919⁵ : « Article 46 – L'Autriche reconnaît, comme l'ont déjà fait les puissances alliées et associées, l'entière indépendance de l'État serbe-croate-slovène. »

Ce nouveau royaume se veut donc délibérément pluriethnique, ses fondateurs considérant que la « slavité » commune pourrait être plus forte que les appartenances ethniques : « (...) il n'existait dans la tradition yougoslave aucun symbole d'unité nationale : ni religion, ni langue, ni ethnie, ni même alphabet autour duquel rassembler les groupes divers. »⁶

¹ La translittération, voire la francisation, ont été systématiquement appliquées dans ce texte.

² Articles 34 à 42, digithèque MJP, mjp.univ-perp.fr/traites/1878berlin.htm

³ commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=1482386

⁴ G. Blondel, Le Réveil des Nationalités en Autriche-Hongrie, p.69

⁵ Articles 46 et suivants, mjp.univ-perp.fr/traites/1919saintgermain2.htm#3

⁶ H. Carrère d'Encausse, La fin du Mythe Unitaire, p.1159.

D'ailleurs ils l'écrivent en 1921, dans la constitution dite « de Vidovdan⁷ » en son article 4 : « Il n'existe dans tout le royaume qu'une seule nationalité »⁸ - mais quelle nationalité ?



Carte 2 - Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, 1919⁹

Pourtant, il ne faudra que quelques années pour que les vieux démons du nationalisme ethnique se manifestent : le 8 août 1928, Stjepan Raditch, député du Parti paysan croate, hostile à la domination serbe au sein du royaume, est assassiné par Punicha Ratchich, un député du Parti radical populaire serbe, pendant un débat parlementaire¹⁰.

Pour le roi Alexandre 1^{er}, un État pluriethnique ne peut éviter l'entropie que par une forte contrainte centrale : « L'heure est venue où, entre le peuple et le roi, il ne peut pas et il ne doit pas y avoir d'intermédiaire »¹¹. Et il complète la constitution de 1921 en donnant un nom à la « seule nationalité » de son royaume : « yougoslave ». Ainsi la Yougoslavie est baptisée le 3 octobre 1929¹². Comme l'indique le titre de la loi, Alexandre en profite pour modifier l'organisation du royaume, qui n'est plus divisé en territoires ethniques, mais en circonscriptions administratives, les banovines, héritières des pachaliks ottomans, « exclusivement sur la base de critères objectifs »¹³.



Carte 3 - Le royaume de Yougoslavie 1929-1939¹⁴

Si la personnalité autoritaire d'Alexandre 1^{er} était de nature à contenir l'entropie congénitale menaçant la Yougoslavie, elle était aussi susceptible d'exacerber certains irrédentismes de groupes ethniques à forte identité, comme les Croates. Dans ce cas, l'assassinat de Raditch, imputé à tort ou à raison au roi, n'avait certainement pas calmé les oppositions à la soumission

⁷ Jour de la Vidovdan (Saint-Guy) mais surtout anniversaire de la bataille de Kosovo Polié

⁸ Digithèque MJP, mjp.univ-perp.fr/constit/rs1921.htm#1

⁹ commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=28368256

¹⁰ fr.wikipedia.org/wiki/Stjepan_Radić. Selon l'auteur de cet article, l'assassin aurait pu être téléguidé par le roi, d'une manière ou d'une autre.

¹¹ Manifeste du roi à la nation serbe-croate-slovène en préambule de la loi du 6 janvier 1929 instaurant une royauté autoritaire, mjp.univ-perp.fr/constit/yu1929.htm

¹² Loi du 3 octobre 1929, sur la dénomination du royaume et sa division en régions administratives, L'Europe Nouvelle, 1929, pp.1438 sqq, (communiquée par M. J-P. Maury, université de Perpignan).

¹³ Ibidem, p.1438.

¹⁴ [commons.wikimedia.org/wiki/File:Kingdom_of_Yugoslavia_\(1929-1939\)-fr.svg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Kingdom_of_Yugoslavia_(1929-1939)-fr.svg)

des Croates aux Serbes par les vainqueurs de 1918. C'est de cela qu'est né le parti des Oustachis (insurgés), fondé par Ante Pavélitch en 1929, qui n'a eu de cesse de briser la Yougoslavie, en commençant par faire tuer son roi le 9 octobre 1934 à Marseille : « En septembre 1939, les chefs de la Yougoslavie n'ont pas réussi à créer l'union nationale, sans laquelle un peuple en péril est destiné à disparaître. »¹⁵

En effet la guerre déclenchée le 2 septembre, va déchirer la pseudo nationalité yougoslave entre partisans des Alliés, les Serbes, et partisans du Pacte d'acier¹⁶, les Croates, les Albanais et les minorités italienne et hongroise. Une stricte neutralité n'était pas possible, puisque Hitler devait passer par la Yougoslavie pour secourir les troupes de Mussolini en grand péril face à la résistance grecque. Le gouvernement a donc décidé d'entrer dans le Pacte de fer le 25 mars 1941, avec l'accord du régent Paul Karageorgévitch. Mais les militaires serbes, ayant prévu de longue date cette issue, ont pu lancer un coup d'État dès le 27 mars, avec l'intention de défendre l'intégrité du territoire yougoslave, et avec le soutien du nouveau roi, Pierre II, déclaré majeur pour la circonstance. Cela n'a pas empêché le passage des armées coalisées d'Allemagne, d'Italie, de Hongrie, de Roumanie et de Bulgarie, écrasant la résistance serbe avec l'aide enthousiaste des militaires croates.

L'effondrement du royaume de Yougoslavie pouvait être acté. Pavélitch obtenait la création d'un État Indépendant de Croatie, en devenant premier ministre et se lançait dans une terrible répression des Juifs, des Tziganes et surtout des Serbes. Comme en France occupée, il s'est trouvé en Serbie occupée, des individus prêts à collaborer avec l'occupant, de sorte qu'un gouvernement « de salut national » a pu être constitué sous l'autorité du général Néditch, servant plus ou moins de paravent à l'occupation allemande.



Carte 4 - Occupation de la Yougoslavie 1941-1945¹⁷

Apparemment, les musulmans, qu'ils soient croates, bosniaques ou albanais, n'ont pas vu d'un mauvais œil l'arrivée des troupes d'occupation, et les Albanais du Kosovo ont accepté de collaborer, jusqu'à constituer la division SS Scanderbeg : « the Germans might be forced to rely on the Kosovars, whom he considered the most trustworthy of Albanians. The Kosovars were grateful to have been saved from the Serbs... »¹⁸

Mais ce sont les Albanais d'Albanie, qui ont le plus profité de la situation, avec un (modeste) pas franchi vers la constitution de la « Grande Albanie » rêvée depuis la constitution de la Ligue de Prizren en 1878 et même avant. En fait, tout a mal commencé, puisque l'invasion du royaume

¹⁵ H. Rogé, Le coup d'État de 1941 en Yougoslavie, p.84

¹⁶ Allemagne, Italie, Japon, Roumanie, Hongrie, Bulgarie.

¹⁷ commons.wikimedia.org/wiki/File:Fascist_occupation_of_yugoslavia.png

commons.wikimedia.org/wiki/File:Occupation_de_la_Yougoslavie_par_l'Axe,_1941-43.svg

¹⁸ B. Fischer, *Albania at war 1939-1945*, p.162.

de Zog 1^{er} par les troupes italiennes, et son annexion au royaume d'Italie, ont été réalisées avant même le début de la Deuxième Guerre mondiale, soit le 7 avril 1939. Néanmoins le « Royaume albanais » issu de cette opération victorieuse de Mussolini, a été le point de départ de l'agrandissement de l'Albanie au détriment de la Yougoslavie, dès que celle-ci a été conquise par les troupes du Pacte de fer. La carte ci-dessous montre bien comment une grande partie du Kosovo d'aujourd'hui a été intégrée dans le royaume, au moment du partage des dépouilles de la Yougoslavie.



Carte 5 - Annexion de l'Albanie et démembrement de la Yougoslavie¹⁹

2 - La deuxième Yougoslavie à la recherche d'une identité yougoslave

La reconstruction institutionnelle de la Yougoslavie a commencé le 26 novembre 1942 à Bihatch, en Bosnie-Herzégovine, où les Partisans, sous l'autorité de Josip Broz, nom de guerre « Tito », avaient trouvé refuge après avoir été repoussés de leurs autres positions par les forces d'occupation, aidées paradoxalement par les Tchetsniks, un autre mouvement de résistance qui mettait la lutte contre les communistes bien avant celle contre l'occupant. Ils ont constitué un Conseil national antifasciste de libération de Yougoslavie²⁰ avec des représentants de toutes les régions. Sa décision essentielle a été que la deuxième Yougoslavie devrait être un État multiethnique fédéral, pour éviter les problèmes qui avaient fait s'effondrer la première.

A ce moment-là, la Yougoslavie est plongée dans une guerre civile, mais Tito est en train de gagner son bras de fer contre l'autre tête de la résistance, Draja Mihailovitch, chef des Tchetsniks. Il va pouvoir mettre en place des éléments de gouvernement provisoire, justement fondés sur la reconnaissance de la future structure fédérale de la Yougoslavie. Ainsi des comités de libération nationale élus, avec des fonctions exécutives, sont créés dans toutes les circonscriptions d'administration, et des conseils antifascistes avec des compétences législatives, sont créés dans chaque territoire ethnique.

Beaucoup plus significative est l'étape suivante, à Yaïtsé, toujours en Bosnie-Herzégovine, les 28 et 29 novembre 1943 pour le deuxième congrès de l'AVNOJ. En effet cet organe s'institue assemblée constituante, et affirme un principe complémentaire de la structure fédérale : le droit des peuples à l'autodétermination, « c'est-à-dire le droit à réaliser l'organisation appropriée aux forces sociales et politiques du pays »²¹. En d'autres termes, la Yougoslavie nouvelle serait fédérale et populaire. Néanmoins le fédéralisme a trouvé sa limite dans deux cas, ceux de la Voïvodine, à dominante hongroise, et du Kosovo-Métochie (Kosmet) à dominante albanaise, puisque ces deux régions « peuplées de minorités nationales compactes », ne devraient

¹⁹ commons.wikimedia.org/wiki/File:Map_of_Albania_during_WWII.png

²⁰ Généralement connu sous son sigle serbo-croate AVNOJ. Voir J-A. Dérens et C. Samary, Avnoj, pp.37-38.

²¹ J. Djordjevitch, Le droit constitutionnel de la RPF de Yougoslavie, p.551

bénéficier que d'un « droit à l'autonomie politique et territoriale »²², mais n'auraient pas vocation à devenir des États fédérés.

Ce choix final a été d'autant plus porteur de risques, qu'un malentendu s'est instauré entre Tito et les Kosovars albanais. Ces derniers ont voulu croire, notamment durant la conférence de Buyan²³, qu'au prix d'un engagement contre les occupants, ils auraient le choix de leur rattachement, après la libération, soit à l'Albanie comme c'était le cas depuis l'invasion italienne²⁴, soit à la future Yougoslavie. Mais même s'il reste un doute sur ce que Tito a vraiment dit, il apparaît bien que le parti communiste yougoslave n'a jamais envisagé autre chose qu'un rattachement à la Yougoslavie avec insertion dans la Serbie, sous statut de relative autonomie.

La révolte d'une partie de la population albanaise du Kosovo, entre décembre 1944 et mars 1945, a sans doute été motivée aussi bien par le refus ethnique d'une intégration dans la Yougoslavie, que par le refus politique d'un régime communiste. Mais elle a surtout provoqué une répression brutale²⁵, amenant à sa suite un contrôle très strict par les services de sécurité²⁶. Donc la prétendue autonomie accordée constitutionnellement au Kosovo n'aura été qu'une illusion.

Quoi qu'il en soit, après une crise politique qui a duré une bonne partie de l'année 1945²⁷, Tito a pu déposer Pierre II, et faire approuver, le 31 janvier 1946, la nouvelle constitution faisant de la Yougoslavie une république fédérative et populaire. Les cartes ci-dessous donnent une image de son organisation.



Cartes 6 et 7 - Yougoslavie et Serbie 1946²⁸

Le communisme a pu ainsi constituer un nouveau ciment pour l'ensemble yougoslave, dans la mesure où ce sont les forces communistes dirigées par Joseph Broz qui ont finalement été les libératrices de la Yougoslavie : « Le seul élément unificateur était le parti communiste, vieille et puissante organisation qui avait implanté ses racines (...) dans tous les groupes qui constituaient la Yougoslavie. (...) Les élections de novembre 1945, qui donnèrent 90% des voix au Front populaire... »²⁹

La sévère épuration associée à la reconnaissance des identités nationales ont pu faire taire les éventuelles oppositions à une telle orientation politique. Ceci est d'autant plus probable que les

²² Ibidem, p.552.

²³ 31 décembre 1943-2 janvier 1944, albanianhistory.net/1944

²⁴ Z. Kacarevic, La bataille de Kosovo, p.529.

²⁵ Peut-être 50 000 morts sur un total de 250 000 « épurés » pour toute la Yougoslavie, R. Service, *Comrades!*, pp. 251-260.

²⁶ Encouragé par l'hostilité de leur chef, Aleksandar Rankovitch, à l'encontre des Albanais.

²⁷ Le Monde, La solution de la crise yougoslave, 3 février 1945.

²⁸ comptoir.org/2016/03/23/yougoslavie-le-pays-ou-le-football-ne-pouvait-etre-que-politique/istanbul-visit.com/carte/Serbie-carte

²⁹ H. Carrère d'Encausse, La fin du Mythe Unitaire, p. 1160 ; dans la même veine il y a la citation de Tito, dont la source est inconnue : « La Yougoslavie a six Républiques, cinq nations, quatre langues, trois religions, deux alphabets et un seul *parti*. », I. Ramonet, Kosovo, p.1.

politiques entreprises à partir de 1946 ont été perçues comme de nature à sortir le pays d'une certaine arriération, et à satisfaire les besoins du peuple.

Cette hypothèse prend de la consistance avec le passage du temps, car le socialisme pratiqué en Yougoslavie semble avoir été de plus en plus yougoslave³⁰. Il l'a d'abord été par le refus d'alignement de Tito sur l'Union Soviétique, qui s'est traduit par l'exclusion du Parti communiste yougoslave du Kominform, le 28 juin 1948. La Yougoslavie a aussi rompu très tôt avec le dogme d'une planification rigide, et introduit aussitôt le mode de gestion des moyens de production le plus original, l'autogestion. La décentralisation du contrôle de l'économie vers les communes puis vers les républiques, consécutive à la réforme de 1965, s'est traduite dans ce qui a fait la grande innovation de la politique économique yougoslave, le « socialisme de marché ». Cette spécificité, à forte connotation décentralisatrice, a probablement donné lieu à une adhésion générale, sans interférence ethnique.

En revanche, les désordres économiques globaux - inflation, déficit extérieur, chômage - subis dès les années 1980 ont pu conduire à des comparaisons critiques entre les performances économiques des républiques, donc à une tentation nationaliste des « meilleurs élèves de la classe », au détriment des républiques les moins efficaces donc les plus aidées par le système central de compensation.

3 - La dernière mort de la Yougoslavie (1986-2006)

Le maréchal Tito est mort le 4 mai 1980. Ce pourrait être le point de départ de la descente aux enfers de la Yougoslavie. En effet, la disparition du « président à vie » rendait exécutoire la réforme constitutionnelle du 21 février 1974, conduisant à une présidence tournante et consensuelle entre les républiques et provinces autonomes. Mais la Confédération Helvétique fonctionne depuis longtemps selon un système comparable, et la Yougoslavie a pu faire de même au début de la décennie 80. En revanche on peut postuler que l'arrivée au pouvoir de Slobodan Milosévitch, à partir de son élection à la présidence de la Ligue des communistes de Serbie en 1986, a sonné l'hallali.

Si l'on considère les chronologies de la Yougoslavie d'après-guerre³¹, ce sont les manifestations de 1968 qui attirent l'attention. Certes un peu partout en Yougoslavie, on a imité les étudiants parisiens au printemps, mais c'est à l'automne que l'on a manifesté à Pristina : « Les Albanais du Kosmet (...) réclamaient, (...) la création d'une république albanaise avec tout ce que cela comporte d'égalité en droits avec les autres républiques fédérées yougoslaves »³².

Les étudiants de Pristina ont été suivis par leurs camarades de Zagreb, le 23 novembre 1971³³, qui s'associaient à une revendication des dirigeants croates visant à transformer la Yougoslavie en une confédération, dans laquelle la Croatie, la république la plus riche, pourrait parler sa langue, oublier son passé collaborationniste, garder les bénéfices du tourisme, créer ses propres banques...³⁴

Même si le président Tito a fustigé le « nationalisme » des uns et des autres, la réforme constitutionnelle du 21 février 1974 a donné en partie raison aux uns et aux autres. Les républiques y ont gagné en autonomie et en participation à la « présidence » qui devait succéder au « président à vie ». Le Kosovo et la Voïvodine y ont gagné quasi l'équivalent des prérogatives des républiques, en termes de reconnaissance des droits nationaux et de participation à la présidence de la fédération. Et c'est autant que la Serbie a perdu³⁵.

³⁰ M. Drouet, La spécificité du communisme yougoslave, pp.73-sqq.

³¹ L'Express ; La Contemporaine ; Le Monde diplomatique (bibliographie ci-dessous)

³² P. Jankovitch, Les manifestations des Albanais du Kosmet... *Le Monde*, 30 novembre 1968.

³³ P. Jankovitch, Les difficultés économiques..., *Le Monde* 7 janvier 1981

³⁴ Y. Brossard, J. Vidal, L'éclatement de la Yougoslavie de Tito... pp.58-sqq

³⁵ D. Popovitch, Le fédéralisme de l'ancienne Yougoslavie revisité, pp.46-47.

La mort du président à vie le 4 mai 1980 va révéler que le ciment le plus efficace de l'unité yougoslave avait justement été « Tito » et la main de fer par laquelle il tenait réunis les différents morceaux du pays. Avec sa disparition, les forces centrifuges toujours présentes, vont se libérer.

Dès janvier 1981, *Le Monde* peut titrer : « Mais l'éternel problème des rivalités qui existent entre les six républiques et les deux régions autonomes fédérées au sein de l'État yougoslave continue à produire ses effets nocifs et suscite un débat idéologique sur le système d'autogestion »³⁶, justement ce qui a fait la spécificité du socialisme à la Yougoslave.

En février, le général croate Franjo Tudjman, historien de surcroît, est trainé devant un tribunal pour « propagande hostile » et « nationalisme », ce qui donne l'occasion au président du parlement de Croatie, Yure Bilitch, de dénoncer des « éléments nationalistes » (...) d'accord avec l'émigration oustachi pour soulever à nouveau la « question croate ».³⁷

En mars ce sont les étudiants de Pristina qui vont redescendre dans la rue et très vite transformer leurs revendications catégorielles en revendications nationalistes. La répression sera à la hauteur de l'offense : intervention de l'armée, 11 morts, des dizaines de blessés et instauration de l'état de siège. D'une certaine manière, la question albanaise va se révéler la plus problématique pour l'unité de la Yougoslavie, alors que ce sont les Croates et les Slovènes qui attendent « au coin du bois » pour saisir l'opportunité de faire jouer la clause constitutionnelle de sécession.

C'est donc l'arrivée au pouvoir d'autres nationalistes, serbes ceux-là, qui va enclencher le compte à rebours, parce qu'ils n'ont jamais accepté la « partition » de la Serbie³⁸. Le 24 septembre 1986, Slobodan Milosévitch prend, de justesse, la présidence du présidium du comité central de la Ligue des communistes de Serbie. Le même jour est rendu public par le journal Vécernié Novosti un mémorandum confidentiel de l'académie des sciences de Yougoslavie (apocryphe ou pas) traitant de la crise que traverse alors la Serbie. Il dénonce un « processus [...] orienté vers la destruction totale de l'unité nationale du peuple serbe »³⁹, et un « génocide physique, politique, juridique, culturel [...] » conduit au moins depuis 1982 à l'encontre des Serbes du Kosovo.

Comme si le peuple serbe n'attendait que cela, il se retrouve immédiatement et massivement dans les rues de Belgrade, pour réclamer l'abrogation de la constitution de 1974 et la fin de l'autonomie du Kosovo. Il ne faudra qu'une trentaine de mois de pourrissement pour que, le 28 mars 1989, le parlement de Belgrade vote une nouvelle constitution pour la Serbie, ramenant le Kosovo à son statut d'avant 1968.

La réaction immédiate des Kosovars albanais a été violente, mais la répression serbe l'a été encore plus : 90 morts entre janvier et février 1990. Au lieu de tenter de chercher une accalmie, Milosévitch, président de la république de Serbie depuis le 8 mai 1989, s'est lancé dans une « serbisation » forcenée du Kosovo : licenciement des travailleurs albanais des entreprises publiques, exclusion des étudiants albanais de l'université, incitation à l'émigration albanaise, immigration organisée de travailleurs serbes...

Tout cela a été de nature à effrayer les autres républiques, qui ont vu monter le « panserbisme » et une tentation hégémonique, dans la plus grande des républiques yougoslaves. C'est tout particulièrement le cas avec la Slovénie, l'une des plus petites, qui avait pris parti pour les droits des Kosovars⁴⁰ et s'est vu prendre à partie par le nouveau président de Serbie pour « tendances

³⁶ P. Jankovitch, *Les difficultés économiques...*, op. cit.

³⁷ P. Jankovitch, *Le président du Parlement croate dénonce...*, *Le Monde*, 20 février 1981

³⁸ P. Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, pp.396-sqq.

³⁹ D. Masson, regard-est.com/la-serbie-depuis-la-mort-de-tito-recomposition-decomposition

⁴⁰ *Le Monde*, 12 avril 1989

antidémocratiques »⁴¹.

Et comme si tout cela ne suffisait pas, Milosévitch viendra narguer l'ensemble des non-Serbes de Yougoslavie, le 28 juin à Kosovo Polié, prenant prétexte de la célébration du 600^e anniversaire de la fameuse bataille pour annoncer : « nous sommes de nouveau plongés dans des batailles, et confrontés à des luttes à venir »⁴².

Un feu ne prend bien que s'il bénéficie d'un comburant et, ici, c'est l'introduction du pluripartisme par la Slovénie, dès décembre 1989, et par les autres républiques à sa suite, qui a joué ce rôle. En effet, les « autres » républiques ont organisé des élections dès l'année 1990, remportées dans tous les cas, sauf au Monténégro, par des partis nationaux ou nationalistes. C'est ainsi que Franjo Tadjman, condamné en 1981, a été porté au pouvoir en Croatie.

Cette même année, le 2 juillet, les députés albanais du Kosovo ont été les premiers à voter une déclaration d'indépendance de leur province, au prix de leur révocation. Les parlements slovène et croate suivront dès février 1991 et les déclarations d'indépendances de ces deux républiques seront prononcées le 25 juin, suivies par celles de Macédoine le 8 septembre et de Bosnie-Herzégovine le 3 mars 1992. Dans tous ces cas, des référendums enthousiastes confirmeront la décision.

Conclusion

Sur ce qui a fait disparaître la Yougoslavie, la terminologie varie d'un auteur à l'autre : « mort » chez Garde ; « éclatement » et « désintégration » chez Brossard et alii ; « éclatement » encore pour Le Monde diplomatique, pour le Réseau Canopé et pour Universalis ; « Désintégration » pour Masson ; « Disparition » pour histoire.fr ; et enfin « effondrement » pour le TPIY, Le Courrier International, Le Monde et pour Dobritsa Tchossitch qui lui a consacré tout un livre. Le choix des mots n'est sans doute pas si important, si la synonymie est présente. Mais il est opportun, pour conclure, de tenter ici un grand écart.

Si les autorités yougoslaves avaient respecté l'esprit, et d'ailleurs la lettre, de la constitution de 1974, en laissant s'exprimer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, on aurait pu parler d'auto-dissolution d'un État fédéral. Mais encore aurait-il fallu que chaque république applique ce principe à chacune de ses minorités « compacte ».

Le choix de l'usage de la force par les uns et par les autres a conduit à quatre conflits non-internationaux ou internationaux, en Slovénie (1991), en Croatie (1991-1995), en Bosnie-Herzégovine (1992-1995), en Serbie-Monténégro (1997-1999)⁴³. Il a eu le même résultat que l'auto dissolution : dès 1992 l'Onu ne connaissait plus que l'ex-Yougoslavie, et le Conseil de Sécurité a refusé la tentative de l'union Serbie-Monténégro d'en assurer la succession en droit. Cette union s'est d'ailleurs auto-dissoute le 5 juin 2006.

Cent à deux cent mille morts plus tard, on peut alors bien parler d'effondrement.

Bibliographie

albanianhistory.net/1944_Resolution-of-Bujan/index.html

Blondel, Georges, Le Réveil des Nationalités en Autriche-Hongrie. Les Slaves du Sud, *Le Globe. Revue genevoise de géographie*, 1910, 49, pp.67-77

Brossard, Yves, Vidal, Jonathan, L'éclatement de la Yougoslavie de Tito, Désintégration d'une fédération et guerres interethniques, Paris, L'Harmattan, 2001.

⁴¹ Le Monde, 24 mai 1989, voir aussi

⁴² Traduction de son fameux discours, <http://www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/serbie-montenegro-Hist.htm>

⁴³ L'insurrection albanaise de Macédoine de 2001, ne peut être classée comme conflit, n'ayant pas atteint le seuil de 1000 morts.

Carrère d'Encausse, Hélène, La Fin du Mythe Unitaire – Vingt ans de Conflits dans l'Europe Socialiste, *Revue Française de Science Politique*, 1968, 18/6, pp1155-1190.

Dérens, Jean-Arnault, Samary, Catherine, *Les 100 portes des conflits yougoslaves*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2000.

Djordjevitch, Jovan, Le droit constitutionnel de la RPF de Yougoslavie et son évolution, *Revue Internationale de Droit Comparé*, juillet-septembre 1955, 7/3, pp. 551-559.

Drouet, Michel, La spécificité du communisme yougoslave, *Matériaux pour l'Histoire de Notre Temps*, 71/2003, pp.71-81

Fischer, Bernd, *Albania at War 1939-1945*, Purdue University Press, West Lafayette, 1999

Garde Paul, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Paris, Fayard, 1992

Jankovitch Paul, Les difficultés économiques suscitent un débat sur l'autogestion, *Le Monde* 7 janvier 1981

Jankovitch, Paul, Deux délégués du comité central de Serbie mettent en cause la politique des nationalités, *Le Monde*, 2 juin 1968

Jankovitch, Paul, Le président du Parlement croate dénonce les activités d'éléments « hostiles », *Le Monde*, 20 février 1981

Jankovitch, Paul, Les étudiants de Zagreb veulent obliger la « bureaucratie fédérale » à accepter les revendications de la Croatie, *Le Monde*, 24 novembre 1971

Jankovitch, Paul, Les manifestations des Albanais du Kosmet ont fait un mort et quarante et un blessés, *Le Monde*, 30 novembre 1968

Kacarevic Zoran, Yougoslavie, la bataille de Kosovo, in *A l'est la mémoire retrouvée*, Paris, La Découverte, 1990, pp.521-534.

L'Express, Chronologie de la Yougoslavie, 5 février 2003

La Contemporaine, Histoire de l'espace yougoslave au XXe siècle : chronologie, www.lacontemporaine.fr/pdf/chrono_espace_yougo_20s.pdf

Le Monde diplomatique, Et la Yougoslavie éclata, 1989-1999, janvier 2000.

Masson Diane, « La Serbie depuis la mort de Tito : recomposition/décomposition ? », *Regard sur l'est*, 1^{er} septembre 2000

Maury, Jean-Pierre, mjp.univ-perp.fr/

Popovitch Dragoljub, Le fédéralisme de l'ancienne Yougoslavie revisité - Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné ? *Revue internationale de politique comparée*, 2003/1, pp.41-50

Ramonet, Ignacio, Kosovo, *Le Monde Diplomatique*, février 1999, p.1

Rogé, Henri, Le coup d'État de 1941 en Yougoslavie, *Hommes et mondes*, No. 93 (avril 1954), pp. 80-97

Service, Robert, *Comrades! A History of World Communism*, Pan Books, 2007.

Université Laval, axl.cefan.ulaval.ca/europe/serbie-montenegro-Hist.htm

Liste des cartes

Carte 1 - La Serbie telle qu'elle a survécu à la Grande Guerre.....p. 1

Carte 2 - Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, 1919.....	p. 2
Carte 3 - Le royaume de Yougoslavie 1929-1939.....	p. 2
Carte 4 - Occupation de la Yougoslavie 1941-1945.....	p.3
Carte 5 - Annexion de l'Albanie et démembrement de la Yougoslavie.....	p.3
Carte 6 – La République populaire fédérative de Yougoslavie 1946.....	p.5
Carte 7 – La Serbie, la province de Voïvodine et le district de Kosovo-Métochie.....	p.5